

L.Q. : Qu'elle est la position du Mouvement Option Révolutionnaire par rapport à l'U.S.F.P. ?

M.B. Le différent avec la direction actuelle de l'U.S.F.P. a commencé depuis 1975 ( Congrès extraordinaire) il porte essentiellement sur l'évaluation de la situation politique, sur la nature des relations antérieures de l'U.N.F.P. avec le Pouvoir et sur la nécessité de se dissocier des positions de ce dernier en ce qui concerne l'affaire du Sahara Marocain. La Monarchie est seule responsable de la situation actuelle de notre intégrité territoriale. Nous avons aussi, une autre conception de la démocratie et des conditions minimales qui permettent l'exercice des droits élémentaires des masses populaires. Nous voulons éclaircir la vie politique en déterminant la vrai nature du pouvoir et notre rôle en tant que mouvement socialiste.

Nous avons agi de façon à résoudre ces différents au sein du parti. Mais la direction actuelle nous a refusé le droit d'exprimer notre position au sein du congrès extraordinaire. Après avoir bien mûri notre réflexion en analysant l'ensemble de notre action antérieure en tant qu'U.N.F.P., nous avons ouvert un dialogue avec les bases militantes qui ont largement repris nos thèses actuellement?

Q. Qu'elles sont d'après vous les causes de ces événements :

M.B. : Elles sont plus profondes qu'on ne le prétend. Le régime a fait ses choix :

- marginaliser la volonté du peuple et répondre aux aspirations populaires par la répression et la violence depuis l'indépendance.
- intégrer l'économie marocaine dans le système capitaliste mondial avec toutes les conséquences qui en résultent d'exploitation et de pillage pour notre pays

- faire du Maroc une base pour les interventions impérialistes dans le Tiers-Monde : Zaïre Benin et Palestine.

-geler les structures socio-économiques féodalo-capitalistes pour maintenir une domination de classe. Cette politique a conduit à la faillite économique. Des rapports d'organismes internationaux tiraient déjà la sonnette d'alarme depuis plus de trois ans. Cette faillite, le régime voulait la faire supporter aux masses laborieuses, les dernières augmentations des prix ont été une escalade dans cette option.

Lorsque la C.D.T., syndicat reconnu, usant d'un droit légitime a fait appel à la grève, le pouvoir a répondu par la violence. Vous connaissez le nombre de ses victimes. A la veille du

voyage du Monarque à Nairobi où il proposera son plan de compromissions, le régime en arrêtant des centaines de militants syndicalistes et progressistes et en interdisant les journaux d'opposition, n'a t-il pas essayé de créer un vide politique ?

Q. : Qu'elle est la stratégie envisagée avec les autres forces d'opposition à la suite de ces événements ?

M.B. Nous espérons que ces événements dramatiques permettront un ressaisissement et une analyse plus juste. Les directions des partis d'opposition ont suivi une ligne éronée : ils ont ouvert le dialogue avec le régime au lieu de l'établir avec les bases militantes.

Une stratégie globale avec les autres forces populaires doit avoir comme premier objectif l'établissement de la souveraineté populaire, ce qui nécessite la mobilisation de l'ensemble des forces progressistes et patriotiques pour mener à la fois un combat de libération national et pour la souveraineté populaire. C'est la seule alternative pour se débarrasser de l'hégémonie impérialiste et de la domination de la classe féodalo-bourgeoise. C'est vrai, c'est un rude combat et une longue lutte.

Q. : Quels sont les atouts du régime ?

M.B. La force actuelle du régime réside en fait dans la faiblesse circonstancielle du mouvement populaire. Le régime s'appuie essentiellement, comme le montre les événements actuels, sur les appareils de répression en plus de ses alliances avec l'impérialisme.

Q. : Avez-vous peur d'une intervention de l'armée dans la vie politique ?

M.B. Dans la mesure où, nous arriverons dans une stratégie globale à imposer une alternative populaire, nous pensons qu'une grande partie de l'armée dont la grande majorité de ses officiers et soldats ~~sont~~ issus des classes populaires, se retrouveront dans cette action. Le rôle de l'armée ne peut en aucun cas être une alternative à la souveraineté populaire

Q. : Qu'elle est votre analyse sur le conflit du Sahara ?

M.B. Notre position a été claire depuis le début. N'oubliez pas que j'ai eu le privilège de militer dans l'A.L.N. marocaine au Sahara de 1958 à 1960 et que nous avons libéré une grande partie des territoires sous domination espagnole et française. C'est la monarchie qui à l'époque avait comploté avec les militaires français et le régime franquiste pour faire avorter cet élan révolutionnaire qui avait pour but la libération de l'ensemble du Maghreb et son unité. Nous sommes convaincus de la juste cause de notre peuple afin de sauvegarder notre intégrité territoriale et libérer les villes de Ceuta et Mélilia sous domination espagnole et dont parle peu le régime marocain. Mais nous avons été contre l'accord de Madrid qui a entraîné notre pays dans une alliance obscure avec les franquistes à l'époque et les visées impérialistes de l'ancien pouvoir en France.

Q. Que pensez vous du rétablissement des relations entre la Libye et le Maroc ?

M.B. Nous avons toujours insisté dans nos relations avec l'Algérie et la Libye sur la nécessité de soutenir le peuple marocain dans sa lutte pour sa libération et la sauvegarde de son unité territoriale. L'initiative libyenne est venue à la suite de l'attaque israélienne sur le centre nucléaire en Irak. Nous sommes partisans de l'action unifiée des peuples arabes contre le sionisme, et nous avons souvent insisté sur le fait que le problème du Sahara détachait le Maghreb de la lutte arabe contre Israël. Si des forces progressistes du Maghreb sont amenées à reconsidérer leur position sur le séparatisme, c'est positif car nous sommes partisans de l'union d'action de toutes ces forces contre l'ennemi commun, l'impérialisme et les régimes qui lui servent de base dans notre pays.